8 février 1985 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Allocation de M. François Mitterrand, Président de la République, à la mairie de Soissons, vendredi 8 février 1985.

Monsieur le maire,
- Mesdames et messieurs,
- Impossible d'imaginer la visite de la Picardie sans passer par Soissons. Aussi, ayant appris que les obligations accumulées de cet itinéraire pouvaient poser quelques problèmes, ai-je pensé et obtenu que Soissons devait être un moment décisif pour moi, dans la connaissance de ce département. D'autant plus que j'y retrouvais quelques amis personnels. Je n'ai pas oublié non plus, mon cher ami, mes visites précédentes. L'accueil que j'y ai reçu, l'agrément que j'y ai trouvé. Pas plus que je n'ai oublié votre récente visite. Mais je ressens moi-même comme une obligation de l'amitié, facile à remplir, que de me trouver parmi vous, habitants de Soissons et de sa région.\
Je n'ignore pas que vous vous trouvez affrontés à de graves difficultés. Il y a trois ans et demi que j'aperçois à quel point le tissu industriel de la France avait besoin d'être resserré. J'ai répété partout au cours de ce voyage de deux jours que le chômage d'aujourd'hui, c'était le résultat de la carence d'hier sur le -plan de la modernisation. Et que si l'on veut préparer les emplois de demain, des emplois durables, pour une croissance saine, il faut se hâter de moderniser. Ici, vous avez fait face à une situation particulière lorsque vous évoquez le dossier de Trailor, dossier - ce n'est même pas une image - que j'ai sur mon bureau, depuis que vos élus et particulièrement celui qui vient de s'adresser à moi, avec angoisse mais aussi avec beaucoup de précisions et de connaissances de ces choses est venu m'en saisir. On ne l'a pas laissé tomber : il s'agit d'affaires privées. L'Etat ne peut pas se substituer à l'effort de ces entreprises, mais il peut les accompagner, les encourager, faciliter des dialogues et apporter son soutien, tel est bien l'intention du gouvernement. Je m'en suis assuré et je continuerai d'être extrêmement pressant pour que cela puisse aboutir étant entendu que cela dépend de la capacité des repreneurs éventuels. Je sais que vous avez établi un contact avec plusieurs d'entre eux, que cela reste possible. Je n'en dirai pas davantage, mais vous avez eu raison d'insister sur l'intérêt pour la France de détenir une industrie de cette importance, car il serait dommage de dépendre de l'étranger, lorsqu'il s'agit de conteneurs impliquant une main d'oeuvre particulièrement qualifiée, dont les résultats passés montrent à quel point il serait capable de prendre rang, peut-être même le premier sur le marché mondial. C'est donc un cas particulièrement douloureux. On me disait : la clé, la clé pour Soissons, la clé pour Trailor. Comment faire pour ouvrir les portes de l'avenir ? Et je ressentais à la fois l'âpreté et la beauté de la formule qui signifie l'espérance de milliers et de milliers de gens, bien au-delà des travailleurs de cette entreprise, d'une ville, d'une ville qui sait bien qu'elle a besoin de structures et que ces structures ne se passeront pas des travailleurs qualifiés dans des industries compétitives.\
Trois années : le temps de se mettre en place, de débattre des lois au Parlement, lequel Parlement a retrouvé absolument toutes ses compétences, qui en discute très aisément, qui a été réuni comme jamais dans l'histoire de la République en sessions extraordinaires, je parle au pluriel. Il est difficile en trois ans de remplir un contrat qui est fixé pour sept. J'ai proposé aux Français, pendant le septennat qui me serait confié, un certain nombre de réalisations qui seraient mises en place. On ne peut pas obtenir le fruit sans avoir déjà émondé et traité l'arbre qui portera ces fruits, c'est la période dans laquelle nous sommes.
- Pourtant nous pouvons déjà constater un certain nombre de résultats. Ces fruits, plusieurs sont

déjà mûrs. Nous avons fait tomber l'inflation, qui est le mal absolu, de plus de la moitié de ce que j'ai trouvé en 1981. Nous avons rétabli le commerce extérieur sur le -plan de la balance des paiements, c'est-à-dire le total des échanges, non seulement les marchandises mais aussi les services. Nous avons rétabli la valeur de l'épargne populaire puisque c'est la première fois depuis vingt ans qu'un épargnant populaire avec le Livret A ou le Livret Rose gagne au lieu de perdre. Il a été jusqu'à perdre 8 % en raison de l'inflation lorsqu'elle s'est trouvée à 14 %. Je pourrais continuer longtemps. Les investissements industriels ont repris pour la première fois depuis 1976, ils ont augmenté de 9 à 10 %. La production industrielle repart.
- Mais naturellement cela suppose ici et là encore de grandes tâches sur le territoire français car notre effort ne produira tous ses effets qu'au bout de quelques temps. Et c'est pourquoi j'ai besoin de la confiance des Français et particulièrement de la confiance des travailleurs. Ils savent bien eux, parce qu'ils connaissent la dureté de leur tâche, que cela ne se fait pas dans la journée. Ils savent bien qu'un an ne suffit pas. Ils savent bien qu'il faut une lutte longue et dure patience, tenacité, que la volonté ne résoud pas les obstacles comme par enchantement. Ce dont ils ne doivent pas douter, c'est de ma volonté, celle du gouvernement et de l'objectif que nous entendons poursuivre : nous ne voulons pas d'un progrès économique qui se passerait dans le même moment d'un progrès social. L'effort que nous accomplissons avec ces gouvernements est un effort qui tend à associer toute la nation, toutes les couches socio-professionnelles et particulièrement ceux qui participent éminemment à la production.\
Voilà l'aspect principal de notre tâche. A compter du moment où l'on a analysé les causes du mal, il faut s'attaquer à ses causes et non pas se contenter de traiter légèrement les effets qui ne sont que les apparences ou bien les conséquences. Toute autre politique, qui irait sans dessus dessous, aboutirait à des catastrophes pires, entraînant les millions de travailleurs qui heureusement ont échappé au chômage ou ceux qui se trouvent dans une entreprise comme l'on dit performante - de celles qui sont capables de supporter la compétition internationale - les entrainant dans un chômage qui ne serait pas résolu d'une façon saine par une croissance raisonnable, nous mettrions en péril le travail préservé de ceux qui continuent de disposer de postes sûrs ou bien de ceux qui ont déjà repris pied dans des industries qui se sont relevées.
- Voilà notre responsabilité. Que l'on sache bien à Soissons - monsieur le député maire £ vous le transmettrez comme vous venez de le faire à votre population - que le problème de cette ville, que le problème de cette entreprise-là est quelque chose qui fait partie de ma préoccupation quotidienne. Je n'ai pas le moyen de résoudre les problèmes par enchantement, d'ailleurs personne n'attend cela de moi. La France se redressera par elle-même, circonscription par circonscription, ville par ville j'allais dire village par village.
- C'est ce que vous ferez, Français et Françaises, qui finalement marquera la victoire de la France. Je ne suis que l'un d'entre vous et, si j'ai grâce à vous la charge principale, dont je sens le poids si j'en éprouve l'honneur, j'entends bien justifier cette confiance par la patience, la ténacité, autant que possible la clairvoyance, en refusant les aller-retour, en refusant les va et vient qui interdisent la continuité de l'action.\
Monsieur le maire, mesdames et messieurs, je me retrouve en cette ville dont j'ai rappelé heureusement l'ancienneté. En effet qui n'a entendu parler de Clovis et de quelques difficultés qu'il a rencontrées par ici. Voyez, je ne suis pas le premier mais lui aussi s'est attaché à réparer ce que l'on avait cassé. A mon tour à ma manière, à notre façon, à nous par les temps qui courent, de se souvenir que l'on ne peut pas casser deux fois de suite le vase de Soissons. D'autres s'en sont chargés avant moi. J'ai maintenant la responsabilité d'avoir à réparer ou du moins à empêcher que les mêmes ne fassent les mêmes dégats.
- Mesdames et messieurs, on a appelé à l'instant par la voix de M. Lefranc au rassemblement pour les tâches essentielles. Car nous, nous n'ignorons rien du droit pour les Français, et quel droit à respecter, de débattre £ la controverse de la discussion, chacun selon ses convictions, ses idées. Bientôt il y aura des élections £ il y en aura d'autres plus tard, c'est normal, c'est la démocratie je m'en réjouis, que le meilleur gagne, et si c'est pas le meilleur, qu'il prenne patience ce sera la prochaine fois. Ce qui est plus important, c'est que les uns et les autres, des deux côtés, des trois, des quatre côtés, car la France est très diverse, sachent pour des

deux côtés, des trois, des quatre côtés, car la France est très diverse, sachent pour des problèmes essentiels comme celui de la reprise de notre activité, de l'équilibre de notre terre, du développement de notre agriculture, du sauvetage de notre industrie, sa modernisation, la formation des hommes, la culture, le développement de l'école, de l'éducation nationale, de l'université, sur tous ces points qui sont essentiels sans oublier bien entendu la façon dont la France se présente à la face du monde, son prestige et son rayonnement. C'est l'exemple de l'histoire, c'est l'exemple de Soissons, nous avons une tâche admirable à mener en commun. C'est pourquoi, moi aussi je vous fais confiance et je compte sur vous.

- Ma visite à Soissons aura été de ce point de vue exemplaire, voire sans complaisance. Face à la rudesse de la situation, il faut unir les efforts pour vaincre la difficulté. Mesdames et messieurs je vous remercie de votre accueil.
- Vive Soissons,
- Vive la République,
- Vive la France.\